

.....
BULLETIN D'INFORMATIONS
(Intérieur)

n°7
I Novembre
1933

de la Ligue Communiste
.....

Supplément de discussion

Par décision de la conférence nationale, notre Bulletin intérieur doit paraître deux fois par mois. Les difficultés nombreuses dans le mois de Octobre ont empêché sa parution.

Dans un délai d'une semaine paraîtront deux bulletins, consacrés à la publication des matériaux de notre conférence nationale.

Nous publions sans attendre aujourd'hui un supplément de discussion, consacré à la question russe, qui avait été ouverte à la CN. L'article de Jean-Jacques était écrit et donné (et les stencils étaient faits) avant la CN, ce qui explique sa présence dans ce Bulletin quoique J-J ait démissionné de la Ligue, et évolué vers le cénacle souvarinien. Les deux autres articles nous ont été remis aussi depuis plus de 15 jours.

- - - - -

Faites un gros effort financier

Tous les membres de la Ligue font de gros efforts financiers.

Ils doivent donc s'efforcer de trouver autour d'eux le soutien indispensable à notre vie. Cette semaine des listes de souscriptions seront entre toutes les mains des camarades.

Qu'ils les fassent circuler, et ne négligent aucune obole, si modeste soit-elle.

- - - - -

TRIBUNE DE DISCUSSION.

Sur un nouveau Parti en URSS.

L'O.G.I., liée comme fraction à l'I.C. s'est orienté pendant des années uniquement vers la réforme de l'I.C. sur la base de ses 4 premiers Congrès. Cette opposition a été surprise par la rapidité du développement historique. Placé uniquement dans l'orbite ~~xxxxxxx~~ des P.C. - formée en cercles restreints - sa dépendance de l'I.C. la poussait inévitablement à considérer ce mythe comme possible: la régénérescence de la politique

de l'I.C. et non la dégénérescence que le Stalinisme laissait prévoir.

Il manquait à l'O.G. le fait brutal, indiscutable pour s'en convaincre. Hitler écrasant sans combattre la plus forte section de l'I.C., l'Allemagne, fut le couronnement de cette politique de défaite que Staline allait continuer dans les autres sections.

Lorsque l'O.G.I. envisagea la création d'un nouveau Parti en Allemagne seulement, c'était croire, malgré toute une chaîne d'erreurs que l'I.C. allait changer son orientation à la suite de l'écrasement du P.C.A.

C'était croire, qu'on ~~xxx~~ le veuille ou non, à la seule incapacité de la direction du P.C.A. et non à la faillite de l'I.C. toute entière, principalement de la politique de Staline. Personne n'osa pousser le problème à fond, car l'URSS se dressait en tant qu'Etat prolétarien sur la route d'une nouvelle Internationale. Gourov prit parti pour une nouvelle Internationale et rallia la majorité de l'O.G.I. Mais la question d'un nouveau Parti en URSS posait le problème le plus ardu et le plus difficile à résoudre. Si nous considérons l'URSS comme étant encore un Etat prolétarien, un Etat où le prolétariat est toujours maître de ses destinées - alors un nouveau Parti en URSS est une inconscience et prendra nécessairement la figure d'un courant anti-prolétarien et réactionnaire. Tout est donc subordonné à l'étude exacte de l'URSS actuelle et aux rapports entre cet Etat et le prolétariat soviétique.

Ce qui caractérise l'URSS comme étant encore aujourd'hui un Etat ouvrier à dit R.R., c'est la collectivisation des moyens de productions et d'échange. A son avis c'est insuffisant comme critère. A l'origine cette collectivisation était destinée au profit du prolétariat, qui, effectivement exerçait sa dictature au moyen de l'Etat dont il était le maître.

La nationalisation de la production peut aussi bien, dans le développement d'un Etat capitaliste dont un trust restreint tient les rênes du pouvoir, être envisagé comme moyen par les capitalistes. Mais est-ce que le prolétariat en bénéficie? Non. Ce sera un Etat capitaliste évolué, mais non l'Etat ouvrier. Cette formule de R.R. est donc inexacte pour caractériser un Etat ouvrier.

Politiquement, un Etat prolétarien, c'est le prolétariat qui, en tant que classe dirigeante, au moyen des soviets, syndicats, etc.. conduit l'ensemble du pays. Economiquement, c'est la classe ouvrière, bénéficiant d'un état économique nouveau et en tirant tous les profits. On peut affirmer que sur ces deux points principaux, l'URSS ne réalise plus aujourd'hui un Etat ouvrier. Pour nous cela doit rester un problème de classe.

Lors de la CN un cam. signalait avec véhémence que le prolétariat étant armé, cela supposait quand même véritablement un Etat ouvrier. Signalons que si le gouvernement soviétique décrétait le désarmement du prolétariat aujourd'hui la manoeuvre serait trop claire pour ce dernier, et les conséquences pourraient en être une nouvelle guerre civile. Mais l'Etat soviétique s'appuie beaucoup plus sur l'Armée rouge, qui tient une place prépondérante, que sur le prolétariat auquel il fournit des

phrases gauches, dans un opportunisme de fait le plus plat.

L'URSS n'est plus qu'un état bureaucratique dont les fonctionnaires échappent au contrôle politique de la classe ouvrière, celle-ci étant dépossédée. On ne peut qu'être d'accord avec J.J. lorsqu'il affirme que le caractère collectif de la propriété est le moyen le plus sûr de satisfaire les besoins de cette bureaucratie dirigeante, et de maintenir son pouvoir sur le prolétariat.- Sur le plan économique, la politique bureaucratique ne tient nullement compte des besoins du prolétariat, et sa différenciation en catégories de travailleurs avec un standard de vie limité pour chacun a créé une sorte de classe privilégiée au détriment de la plus grande masse des travailleurs n'ayant pas le standard ~~de~~ minimum des ouvriers des pays capitalistes.

Voilà sans vouloir s'étendre, quelque chose de suffisant pour légitimer la création d'un nouveau P.C. en URSS, avec toute la suite inévitable qui pose la création de ce nouveau P.C.

Rétablir la dictature du prolétariat, balayer la bureaucratie stalinienne, redonner à la classe ouvrière soviétique tout le pouvoir dont cette bureaucratie l'a frustrée; partir sur un plan économique apportant le bien-être au prolétariat soviétique non dans 10 ans mais tout de suite. Ceci légitime même une insurrection en URSS si tous autres moyens sont insuffisants.- Juinier.

L'ISSUE FATALE

La C.N. est terminée. Une discussion vive, sérieuse s'en est dégagée. Des thèses y ont été adoptées. De nouveaux problèmes y ont été soulevés, dont un doit être particulièrement étudié: rapport des trois puissances, France, Russie, Allemagne. -Les thèses originales, point 10:

"La bourgeoisie française, dont le but ultérieur sera de détourner la puissance militaire reconstituée de l'Allemagne contre l'URSS, utilise au contraire à plein l'URSS." Je pense que cette façon de voir est aujourd'hui dépassée.

Les concessions de plus en plus grandes de l'URSS vis à vis de la France et des pays qui sont sous sa tutelle (Pologne, Roumanie) d'une part, les antagonismes de l'impérialisme français et de l'impérialisme allemand d'autre part, sont des facteurs qu'il faut analyser. -La France soutenant une guerre contre la Russie n'a rien à gagner, mais tout à y perdre. Par contre, elle doit être vigilante en face d'une Allemagne qui réclame l'abolition de Versailles, réclame son réarmement. La France ne peut sans danger pour elle laisser faire. Aussi, profitant de la montée d'Hitler au pouvoir développet-elle le chauvinisme ancré dans le cerveau du français moyen et trouve écho dans les masses travailleuses sous la formule "sac au dos contre Hitler". Tous les partis y compris le PC développent cette idée qui liera comme un seul homme dans un front unique, comme en 1914, exploités et exploités, derrière le paravent de la guerre de la civilisation contre la barbarie.

Tandis qu'une alliance avec la Russie aura pour effet d'étendre le marché extérieur, ce qui n'est pas à dédaigner dans la période actuelle et sera un palliatif à la crise. L'appui d'une guerre de la France en faveur de l'Allemagne contre l'URSS serait, en cas de victoire, un renforcement de l'impérialisme allemand qui se montrerait sous son vrai jour.

L'URSS nous a montré ces derniers temps qu'elle était dans une impasse: menacée par le Japon, par l'Allemagne, elle montre des garanties de docilité et d'amitié à la France. Les visites d'Herriot, de Pierre Cot, ne sont pas des phénomènes de hasard mais montrent que la Russie a besoin

d'un allié qu'elle cherche dans la France, accord commercial autant que militaire. L'expulsion des journalistes allemands, les protestations en France au Japon, sont des facteurs du rapprochement.

La fraction stalinienne, ayant l'immense majorité des leviers en main, poussée par la fraction therridorienne et la situation intérieure, jette du lest au profit des capitalistes étrangers, au nom du socialisme dans un seul pays, s'appuie sur les gouvernements bourgeois, au lieu et place du prolétariat. L'URSS, de concession en concession liquidera la révolution d'Octobre. La Ligue C.I. se doit d'éclaircir d'une façon concrète le problème russe et les tâches qui en découlent. La France, de son côté, développe un courant en faveur de l'alliance. Le Temps, journal officieux du gouvernement, travaille en ce sens, faisant l'éloge de Staline qui a délaissé la révolution mondiale, théorie de Trotsky, au profit du socialisme dans un seul pays, demande une étude spéciale des relations qui peuvent apporter une nouvelle voie à la France, ce qui n'est pas à dédaigner dans des moments aussi critiques.

L'Allemagne, elle étouffe dans l'étau du traité de Versailles, quoique violant chaque jour celui-ci; il n'en est pas moins vrai qu'elle a perdu l'Alsace et la Lorraine, mais surtout la haute silésie et ses colonies. Ces revendications sont incorporées dans le programme des nazis. Il faut à l'Allemagne des débouchés pour employer ses millions de chômeurs, elle ne peut les trouver qu'en usant de la force, c'est à dire la guerre. C'est là que rentreront en jeu les contradictions capitalistes. -Donc pour moi pas d'erreur possible: l'Allemagne ne peut vivre dans l'Etat actuel. Ne pouvant résoudre la crise intérieure il lui faudrait ~~trouver~~ trouver une solution radicale, qui ne peut être que la guerre. Contre qui? L'histoire nous l'apprendra. Malgré tout je pense que ce que j'avance est juste et pour s'en rendre compte il faut faire une analyse sérieuse du fascisme hitlérien. Mettre dans le même sac le fascisme italien et le fascisme hitlérien, c'est résoudre d'une façon simpliste la question.

Nous ne sommes pas des prophètes, certes, mais nous devons, et c'est notre devoir, syntétiser la situation qui mènera le prolétariat au chaos à moins que celui-ci, guidé par un parti ayant une ligne juste -c'est notre tâche- transforme la guerre impérialiste en guerre civile.

Gosset.

CAHARDES DE LA LIGUE

participez à la tribune de d i s c u s s i o n

collaborez à la VERITE en envoyant régulièrement des chroniques, en en demandant aux sympathisants informez-nous sans délai de tous les événements de la vie ouvrière.

Et n'oubliez pas la souscription permanente pour le journal de votre organisation.

A SITUATION NOUVELLE, POLITIQUE NOUVELLE

La rapidité du développement historique est telle qu'elle surprend les militants révolutionnaires les plus avertis. En effet, la nécessité d'un travail de regroupement des forces communistes marxistes en vue de la constitution d'une nouvelle Internationale se pose concrètement avant que le problème ne soit résolu dans les rangs de l'Opposition de Gauche et que les membres de cette dernière aient une conception nette sur les perspectives d'avenir. Rien n'est plus symptomatique à cet égard que les thèses publiées par la C.E. de la Ligue en vue de la conférence nationale, et la politique développée immédiatement après par cette même C.E. dans la Vérité. Une contradiction insoluble existe entre ces deux conceptions. Aux réticences contenues dans les thèses s'oppose la participation à la conférence des partis et groupes en dehors des Internationales II et III. Il ne s'agit nullement de conclure que la politique présente d'orientation vers une nouvelle Internationale est fautive, loin de là, mais au contraire de comprendre qu'un tel tournant a besoin non seulement d'une politique de réalisation, mais aussi d'une définition de cette politique elle-même, par un inventaire du passé et la définition de NOTRE PROPRE PLATE-FORME. En effet le travail de constitution d'une nouvelle Internationale ne peut s'accommoder uniquement de notre plate-forme antérieure, mais aussi jeter les bases programmatiques de la nouvelle Internationale. Seule la définition de notre conception permettra de savoir ce qu'on veut et où on va et, en conséquence, nous donnera la possibilité d'aborder le plus efficacement les autres partis ou groupes. Faire directement ce travail sans nous être, nous-mêmes, déterminés sur ce problème, dont l'importance s'étend sur toute une période historique à venir, ne fait qu'apporter de la confusion au dedans comme à l'extérieur de nos rangs et risque, ce qui est plus grave, de nous lancer sur les voies d'une politique sans principes. On ne peut rattraper le retard mis à résoudre ce problème par une hâte encore plus accélérée et le considérer comme solutionné.

Un certain retard à prendre parti pour la constitution d'une nouvelle Internationale a été occasionnée par l'erreur commise par l'O.G. lorsqu'elle a posé le problème d'un nouveau parti en Allemagne, en distinguant cette nécessité de celle qui se posait identiquement à l'échelle internationale. A cette époque l'O.G. a péché par un abus de dialectique. L'erreur consistait dans une fausse appréciation de la III^e Internationale toute entière, en ne se rendant pas à l'évidence de la bureaucratization totale de cette Internationale, dont les partis nationaux ne pouvaient être et ne sont qu'une bureaucratie exécutant les ordres dictés par la bureaucratie de l'Exécutif de l'I.C. La distinction de l'obligation d'un nouveau parti en Allemagne du problème international, équivalait à surestimer la capacité des partis communistes nationaux, qui sont en fait, inexistants, en tant que partis communistes marxistes.

La responsabilité de la défaite allemande était moins celle des bureaucrates allemands que celle des bureaucrates staliniens dirigeants véritables de l'Internationale Communiste, et en premier lieu, Staline. La responsabilité réelle est celle de l'initiateur de la politique défaitiste bien plus que celle des exécutants. Aussi le problème était international, et uniquement tel.

Ainsi donc, la défaite allemande signifie l'écroulement non seulement du parti communiste allemand, mais aussi de toute la ligne communiste.

En effet, la faillite de l'I.C. est évidente par le contenu de sa politique, qui n'est qu'un révisionnisme des principes marxistes résolus lors de la constitution de l'I.C. que l'on prenne les problèmes les plus importants comme ceux de l'Etat et de la dictature du prolétariat, de la guerre, des colonies, de la stratégie indépendante du prolétariat en tant que classe, ou encore du caractère international de la lutte prolétarienne, on voit qu'il n'y a rien de commun entre le marxisme et le stalinisme. De là la nécessité de mettre à la base d'un programme de constitution d'une Internationale communiste, ces mêmes problèmes qu'il importe de débarrasser de la confusion accumulée ces dix dernières années par le néo-bolchévisme stalinien.

II.

Une juste notion marxiste de l'Etat et de la dictature du prolétariat est plus que jamais nécessaire en présence de la situation présente de l'Union soviétique. Jusqu'à ce jour, en effet, l'attitude réformiste adoptée par l'O.G. vis à vis de l'I.C. était déterminée par son appréciation du régime soviétique, sous la domination de Staline, comme étant encore un "Etat prolétarien". Dans la mesure où nous considérons, et avec juste raison, l'intime liaison, ou mieux, l'identité existant entre le pouvoir soviétique actuel et l'I.C., nous affirmons que la constitution d'une nouvelle Internationale est conditionnée par le caractère prolétarien ou non du pouvoir soviétique.

Or, prendre conscience de la nécessité de la constitution d'une Internationale révolutionnaire, signifie en conséquence, constituer un nouveau parti communiste en URSS même, et prendre par conséquent une position nette envers la dictature stalinienne.

Bien que la discussion ne se trouve ouverte qu'en vue de la préparation de la conférence nationale de la Ligue française, on ne peut, étant donné la situation internationale dans laquelle elle a lieu, ne pas aborder les problèmes internationaux, et notamment la question russe à laquelle la constitution d'une nouvelle Internationale est liée.

Si on se reporte donc à la déclaration de l'O.G. à la conférence de partis et groupes en dehors des deux Internationales, comme aussi à la déclaration commune avec les partis hollandais et du S.A.P., nous trouvons encore l'appréciation de l'Etat soviétique comme étant prolétarien.

Or, je pense, que dans les circonstances présentes, où le maximum de clarté est plus que jamais nécessaire, il est utile, étant donné la situation russe, d'être beaucoup plus explicite. On ne peut, en effet, se contenter d'une généralité ou d'un postulat. Actuellement, le besoin se fait sentir d'une véritable analyse marxiste de la situation russe, et par conséquent, d'une plus juste définition du caractère de l'Etat. On doit, pour ce faire, serrer la réalité soviétique de plus près.

Sans entrer dans le détail, je ne veux que poser le problème dans la discussion en soulignant les points principaux qui en dessinent les contours.

Il est un fait: la bureaucratie domine le pouvoir soviétique. En tant que bureaucratie, ce n'est pas une classe, mais issue d'une classe. Tandis que la bureaucratie réformiste issue du prolétariat, s'est mise au service de la bourgeoisie et est un de ses rouages au sein du mouvement ouvrier, la bureaucratie soviétique est issue du prolétariat ayant pris

Le pouvoir. La différence consiste en ce que la bureaucratie soviétique ne peut, à moins de se suicider, que s'identifier véritablement avec le prolétariat. Mais loin de s'identifier réellement avec la classe ouvrière, elle ne peut, étant donné son origine, que cimenter sa domination sur le prolétariat. Là est la différence qui s'établit progressivement entre le pouvoir du prolétariat et le pouvoir de la bureaucratie. La bureaucratie soviétique, sous peine de disparaître, ne peut, à mesure que pèse plus lourdement sa domination, que se parer encore plus du drapeau révolutionnaire. Ce processus social, qui est en quelque sorte moléculaire a été mis en évidence par Rakovsky. Dans une lettre à Valentinov sur les "Transformations opérées par le pouvoir sur le prolétariat russe et le parti", datée du 2 août 1928, Rakovsky souligne fortement ce processus. (Cette lettre d'ailleurs, reste une des plus belles pages d'analyse marxiste du pouvoir soviétique, et mériterait d'être à nouveau publiée). Dans cette lettre, faisant une analogie avec la révolution française, Rakovsky montre que "la réaction politique qui débuta déjà avant Thermidor, consiste en ce que le pouvoir commença à passer au point de vue formel ainsi au'en fait, dans les mains d'un nombre de citoyens de plus en plus restreint. Peu à peu, les masses populaires, d'abord par une situation de fait, ensuite également en droit furent écartées du gouvernement du pays". Or, si nous poussons plus à fond l'analyse, nous voyons que la réaction se fit ouvertement contre Robespierre lui-même, au nom de la défense des principes de la révolution.

Pour en revenir au pouvoir soviétique, nous pouvons voir que la domination de la bureaucratie s'est accentuée par l'abaissement et la disparition des droits de la classe ouvrière dans son propre état. C'est pourquoi apparaît aujourd'hui comme très juste la conclusion que tira Rakovsky de son analyse de 1928 en avril 1930. Dans sa déclaration d'avril 1930, Rakovsky écrivait ce qui suit:

"D'Etat prolétarien à déformations bureaucratiques - comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat - nous nous développons en un Etat bureaucratique à survivances prolétariennes communistes.

Devant nos yeux s'est formé et se forme une grande classe de gouvernants qui a ses subdivisions intérieures croissantes, qui se multiplient par la voie de cooptation intéressée, par la nomination directe et indirecte (avancement bureaucratique, système électoral fictif). Comme base d'appui à cette classe originale, se trouve une sorte, originale aussi, de propriété privée, à savoir la possession du pouvoir d'Etat. La bureaucratie "possède l'Etat en propriété privée" écrivait Marx (Critique du droit de Hegel)".

Cette analyse est des plus justes. De par ses origines, la bureaucratie ne peut que conserver des "survivances prolétariennes" et au nombre de ces survivances subsiste son verbiage pseudo-radical et révolutionnaire, qui se révèle, comme en Allemagne, sous son véritable jour "réactionnaire". Le processus de mainmise bureaucratique sur l'Etat s'est développé par l'abolition du parti et des syndicats en tant que tels, par la suppression de la liberté pour la classe ouvrière, le piétinement des lois sociales, le système de production à l'usine. Si nous nous reportons même à l'étude de Trotsky sur la "théorie de la dégénérescence et dégénérescence de la théorie", nous voyons une tentative de définir l'inconséquence de la politique stalinienne, notamment en matière monétaire, point le plus sensible de toute l'armature écono-

mique, comme une politique purement bureaucratique d'une bureaucratie s'identifiant avec l'Etat. Définir le pouvoir soviétique comme prolétarien par le caractère de la propriété est du pur schématisme. Ayant dépossédé la classe ouvrière de son pouvoir politique, la bureaucratie conserve le caractère collectif de la propriété comme le plus propre à satisfaire ses besoins et à maintenir son pouvoir sur la classe ouvrière. C'est d'ailleurs de cette précarité de son propre pouvoir que dépend la durée de sa domination provisoire. Le prolétariat russe, c'est un fait qu'il faut reconnaître et que Rakovsky a mis en évidence dans sa lettre à Valentinov citée plus haut, est indifférent. L'opposition entre les pays capitalistes et l'actuel pouvoir soviétique est une opposition allant en décroissant ou au caractère "originale" de la domination bureaucratique du stalinisme étant donné son origine. Le "struggle for live" ne peut que pousser la bureaucratie à maintenir sa phraséologie pseudo-communiste, tant que le processus de différenciation au sein de la couche capitaliste et de la bureaucratie elle-même ne posera pas le changement du régime de la propriété, c'est à dire, signifiera la fin de la bureaucratie en tant que pouvoir d'Etat. C'est cette contradiction dans laquelle se trouve la bureaucratie qui justifie les "survivances prolétariennes", mais l'Etat en tant que tel n'en est pas moins, dès à présent, bureaucratique.

Dans ces conditions le problème de la création d'un parti communiste en URSS se comprend clairement. Car il ne peut trouver sa justification que dans une distinction catégorique entre le pouvoir soviétique tel qu'il est et le prolétariat. Dans la mesure où l'on veut voir un caractère prolétarien au pouvoir soviétique, dans cette même mesure on se prive du droit, à moins de se contredire, de poser la question d'un nouveau parti, car un nouveau parti en URSS signifie la lutte contre la forme présente du pouvoir soviétique pour redonner au prolétariat sa pleine hégémonie. En effet, en tant que marxistes, nous savons que le problème de l'Etat, est un problème de classe. Aussi le caractère instable du pouvoir bureaucratique, qui tire son originalité que de ses origines, ne peut trouver une solution que par la victoire du parti révolutionnaire ou contre-révolutionnaire qui, lui, a pour champ d'action, la bureaucratie.

III.

Une appréciation marxiste du pouvoir soviétique est liée au problème international de la constitution d'une nouvelle Internationale. A la base même de ce travail de longue haleine qu'est le regroupement des forces révolutionnaires sur une base marxiste, il faut mettre l'analyse de l'expérience du passé. Cela ne justifie nullement un nouveau révisionisme, mais au contraire, l'épuration de l'action et de la pensée marxiste de tout ~~révisionisme~~ révisionisme réformiste ou bolchévika-stalinien.

En premier lieu se pose la nécessité d'un rétablissement d'une stratégie révolutionnaire internationale, en tenant compte des particularités de chaque pays, ainsi que Lénine le disait dans son discours de clôture au 4^e congrès de l'I.C. Autrement dit, il s'agit de reprendre les notions fondamentales de la stratégie et de la tactique communiste, en se plaçant sur le plan de la réalité sociale présente, propre à chaque pays, ce qui signifie, rendre plus efficace l'action

révolutionnaire, en débarrassant la pensée communiste de tous les préjugés
vides accumulés dans le mouvement communiste ces dix dernières années.
Prendre l'état d'esprit et la situation des différentes classes,
signifie avant tout rendre conscient le prolétariat du passé dont il
a été victime. On ne peut rien construire de stable sans lier le prole-
tariat à cette reconstruction.

Il se pose donc immédiatement une question qui a son importance par-
ce que déterminante. Doit-on suivre le même processus de constitution et
d'une nouvelle Internationale que celui suivi par la III^e Internationa-
le. C'est à dire autour d'une minorité communiste qui avait son expé-
rience propre et dans une situation hautement révolutionnaire poursui-
vre la réunion de forces à tendances révolutionnaires confuses, quitte
à s'en débarrasser par la suite. La naissance et le développement du
parti communiste français en est un exemple frappant. Ou alors, consti-
tuer une minorité consciente de ses buts communistes, sachant se rappro-
cher indépendamment des confusionnistes pour amener les masses qui les
suivent sur une base réellement communiste. Ce n'est pas la faire de la
scholastique, mais rechercher, sur l'expérience du passé, une efficacité
révolutionnaire réelle, qui ne peut exister qu'en dehors de la confu-
sion.

C'est pourquoi à mon avis, une hâte trop grande - sur un revirement
brusque de toute notre politique non encore élaborée et assimilée dans
nos propres rangs, - à regrouper les forces les plus disparates jus-
qu'à ce jour, risque d'être étrangère à la classe ouvrière qui a besoin
de prendre par elle-même conscience de sa propre force ou faiblesse et
de la réalité, car c'est elle qui est ~~xxxxxx~~ l'unique moteur révolu-
tionnaire agissant.

L'urgence présente n'est pas de jeter les bases d'une Internationa-
le communiste avec des groupements qui n'en sont - si remplis qu'ils
soient de bonne volonté - qu'à un processus de développement vers le
communisme, mais de préciser les bases programmatiques d'une Internatio-
nale nouvelle, véritablement communiste, pour permettre à ces partis
et groupements d'achever leur évolution sur une position marxiste.

Fixer l'intransigeance doctrinale d'une plate-forme véritablement
communiste est la garantie la plus sûre à un regroupement des forces
révolutionnaires.

4 septembre 1933

J.- Jacques.